

PRÉFACE

« *Le transistor, produit nouveau, complète le tube électronique, il ne le supplante pas. Cette vieille loi, bien connue des économistes et qu'on proclame en défaut à chaque apparition d'un produit industriel important, ne sera, une fois de plus, pas violée.* »¹ Ce n'est évidemment pas du haut de mes dix ans que j'allais, en 1956, trouver malice à une affirmation aussi péremptoire formulée par l'un des physiciens français les plus réputés d'après guerre, référence des études d'électronique au Conservatoire National des Arts et Métiers. Dix ans, c'était à l'époque l'âge du premier poste à galène dont on écoutait les crachotements au casque en prenant des airs de conspirateur. Et il est vrai que l'informe cristal grisâtre à l'aspect de cancrelat écrasé qui constituait le cœur du dispositif ne suscitait guère d'enthousiasme quant à l'avenir technologique du germanium. Il n'empêche qu'à peine dix ans plus tard les bons vieux postes à lampes étaient relégués à la poussière des greniers ou à l'étal des brocanteurs au profit du proliférant « transistor » et le tube électronique voué au destin d'accessoire snob pour mélomanes fortunés en mal d'originalité acoustique.

L'évaluation définitive de Boutry relevait manifestement de l'erreur d'analyse. Il fallait toute la naïveté généreuse du scientifique pour ne pas considérer que la taille réduite, le coût modeste, la faible consommation électrique, la versatilité et la solidité du transistor allaient immédiatement susciter l'intérêt des marchands en quête de plus-values confortables et surtout des militaires toujours à l'affût de dispositifs robustes, économiques, peu énergivores, et surtout assez légers pour être casés dans la musette du grenadier-voltigeur en campagne. Il est facile d'en rire aujourd'hui mais Boutry n'a pas eu le monopole du genre. On n'a jamais manqué dans l'histoire de savants réputés pour nous démontrer - petit a, petit b - que les météorites ne peuvent exister pour la bonne raison que s'il y avait des cailloux dans le ciel, ils seraient déjà tous tombés depuis longtemps ou que la diligence ne serait jamais détrônée par le chemin de fer dont les infortunés passagers périraient inmanquablement asphyxiés dans les tunnels par la fumée des locomotives. Plus grave dans le cas de Boutry est le fait qu'il appuie son affirmation sur une prétendue « loi universelle inviolable » dont on ne trouve cependant aucune trace dans les travaux des économistes dont il se réclame et qui seraient, selon lui, supposés bien la connaître... Cette incompréhension de l'avenir des semi-conducteurs n'a cependant pas laissé de trace et ne constitue qu'une tache insignifiante dans le brillant parcours de son auteur. D'autres erreurs d'analyse, beaucoup plus largement partagées, se sont révélées en revanche plus désastreuses et mortifères.

La même année où le transistor se trouvait ainsi doctement et irrémédiablement condamné au rang de supplétif, je rêvassais sur les bancs du cours moyen. Tandis qu'un maître en blouse grise qui nous vouvoyait et nous appelait par nos noms de famille, s'évertuait à nous initier aux subtilités de l'accord des participes passés et aux miracles de la preuve par neuf, je voyageais sur les terres de la carte n° 22 de Monsieur Vidal Lablache dont l'entrepreneur éditeur Armand Colin avait réussi à inonder toutes les écoles communales de l'hexagone. Il s'agissait de la carte en couleur des cinq continents, planisphère en projection Mercator dont « la plus grande France » teintée de rose occupait évidemment le centre aux dépens d'un Océan Pacifique négligeable coupé en deux et rejeté sur les bords. Les hautes latitudes y étaient démesurément amplifiées, ce que j'ignorais alors, et donc le Groenland y paraissait aussi grand que l'Afrique, l'Alaska - qui n'était pas encore le 49^e État de l'Union - justifiait par sa surface apparente toutes la crainte des Texans de passer au second rang des kilomètres carrés, et l'URSS écrasait de sa

¹ G.A. Boutry in « *Grandes découvertes du XXe siècle* », sous la direction de Louis Leprince-Ringuet, Editions Larousse, Paris, 1956.

taille monstrueuse les ridicules appendices européens et asiatiques. Surtout, l'Europe, et en particulier la France, se trouvait dangereusement située très exactement entre les deux hyperpuissances qui menaçaient chaque jour de se déverser mutuellement leur arsenal nucléaire sur la tête au moyen de leurs missiles balistiques ou de leurs bombardiers à long rayon d'action.

J'ose espérer, sans en être bien sûr comme j'ai pu le constater par la suite, que nos responsables politiques et militaires connaissaient bien la différence entre les routes orthodromiques et les routes loxodromiques ou, pour faire simple et paraître moins cuistre, le fait que le chemin le plus direct pour aller d'un point à un autre sur une sphère n'a rien à voir avec celui que l'on trace sur une projection équatoriale de cette sphère. De fait, la route des bombardiers et missiles supposés se rendre de l'Oural au Middle West ou inversement passait par le pôle nord en ignorant superbement l'Europe et l'armée américaine a déployé dès 1957 le long du cercle polaire, en Alaska et au Canada, sous la dénomination de NORAD un dense réseau de radars de détection de tout mouvement aérospatial suspect à la verticale des ours blancs. Il n'empêche que les politiques et les stratèges européens, encore mal remis du déclin de leur continent à l'issue de deux guerres mondiales dévastatrices, continuaient, carte à l'appui et vivement stimulés par les deux grandes puissances en mal d'alliances, de vouloir se situer au centre du monde et s'évertuaient à convaincre leurs concitoyens de se ranger dans tel ou tel pacte militaire et politique supposé les mettre à l'abri de l'holocauste atomique.

Ce n'est que dix ans plus tard qu'une amie revenant de Moscou et connaissant mon goût pour la géographie m'a rapporté des cartes pédagogiques locales sur lesquelles rêvassaient sans doute les écoliers soviétiques. La plupart étaient des projections polaires qui illustraient parfaitement à quel point l'URSS et les États-Unis se faisaient face à faible distance de part et d'autre du pôle tandis que la minuscule Europe était déportée en bas à gauche des cartes, totalement hors du champ de toute confrontation éventuelle. En revanche, la Chine, outrageusement agrandie par le mode de projection, apparaissait pour la Russie comme une menace directe sur ses frontières d'autant plus inquiétante qu'elle comptait déjà un milliard d'habitants et venait de se doter de l'arme nucléaire. L'analyse faite par les uns et les autres des menaces stratégiques est ainsi clairement surdéterminée et biaisée par la représentation cartographique du monde à laquelle ils sont culturellement habitués. Pour éviter les erreurs induites par ces schémas culturels profondément ancrés, il faut s'astreindre à regarder avec les yeux de « l'autre », considérer le monde de son point de vue et réfléchir à partir des cartes qu'il utilise sans jamais perdre de vue qu'à l'exception des volumineuses mappemondes, toutes les projections cartographiques sont « fausses » et que, comme le soulignait inlassablement Alfred Korzybski, père de la sémantique générale, « la carte n'est pas le territoire ». Et, plus généralement, l'identification d'un modèle plus ou moins idéal ou fantasmé à une réalité plus ou moins hermétique ou complexe est le principal obstacle à l'analyse de l'information.

Tout énoncé d'information contient en général une part d'analyse. Ainsi l'affirmation d'un truisme aussi trivial que « la terre est ronde » résulte d'une forme d'analyse. La réalité sensible tend à indiquer à l'observateur humain que, abstraction faite des accidents de terrain, l'espace dans lequel il se meut est plat. Ce n'est qu'en fonction de connaissances inculquées et de comparaisons qui ne procèdent pas de la perception immédiate par ses propres sens que ledit observateur énonce et transmet l'affirmation de la sphéricité terrestre. Il n'en a pas toujours été ainsi et l'analyse d'observations pourtant aussi évidentes que le fait qu'un navire qui s'éloigne à l'horizon disparaît d'abord par la coque avant que ses mâts semblent s'enfoncer progressivement dans la mer n'a fini par convaincre les plus éclairés qu'il y a environ cinq siècles tant l'évaluation du fait était polluée par des croyances irrationnelles et des actes de foi religieuse qui voulaient que la Terre fût plate.

Et on a même connu pire à la période contemporaine. Persuadé que la science officielle était - selon ses propres termes - « bourgeoise et enjuivée », Hitler s'était laissé convaincre par un ancien pilote de la Luftwaffe du nom de Peter Bender que la Terre était en fait une sphère creuse, une sorte de sphère de Dyson enchâssée dans une infinité rocheuse, dont l'humanité occupait la surface interne. C'était une vision qui cadrerait assez bien avec la mythologie germanique et la croyance nordique en l'inexpiable combat du feu et de la glace que Karl

Haushofer avait popularisée dans les cercles d'études du parti nazi. En 1942, Hitler, alla même jusqu'à ordonner sur l'île de Rügen en mer Baltique une expédition scientifique destinée à vérifier par radar - au détriment des capacités opérationnelles de la Wehrmacht qui avait le plus grand besoin de cette technologie nouvelle - que la surface terrestre était concave, hypothèse à laquelle avaient fini par adhérer idéologiquement des membres éminents de l'État Major de la marine et de l'aviation du Reich en argumentant que la convexité apparente de la Terre était due à la réfraction des rayons lumineux par l'atmosphère à laquelle les micro-ondes des radars échapperaient. Les dits radars n'ayant mis en évidence que des vols de mouettes, Bender alla méditer en camp de concentration sur la concavité des cachots. C'était en Allemagne nazie la sanction des erreurs d'analyse.

« *Il ne sert à rien d'avoir un large accès aux secrets d'un gouvernement si l'on ne sait juger ce qu'il convient de chercher ni évaluer immédiatement ce qu'on découvre.* »². Et s'il est un domaine où l'analyse de l'information doit être rapide, clinique, neutre, exempte de tout a priori, parti pris, acte de foi, négligence ou erreur, c'est celui du renseignement. Il ne faut voir là aucun jugement de valeur. Ce n'est pas que le renseignement soit une matière plus noble que d'autres ou que les analystes du renseignement exercent un « métier de seigneur ». Il se trouve que le renseignement, au sens où l'entendent les services spécialisés, n'est pas une information ou un ensemble d'informations qu'on peut obtenir avec plus ou moins de virtuosité dans l'immense stock de ce qui est rendu public même à échelle restreinte. Il y a pour cela suffisamment de chercheurs universitaires, d'experts politiques ou techniques, de centres de recherche et de think tanks. Le renseignement consiste à obtenir par des moyens humains, techniques ou opérationnels dolosifs ce que les lois, les coutumes, l'environnement socio-économique de la structure cible interdisent formellement de communiquer ou rendre public sous peine des pires sanctions dont aucun code pénal au monde n'est avare. Il en découle que pour protéger la réputation du donneur d'ordre ainsi que la technique d'acquisition et l'identité de la source, le renseignement doit être traité de façon confidentielle par le moins d'intervenants possible et, le plus souvent, dans de très courts délais. Il ne peut en aucun cas faire l'objet d'études comparatives ou d'expériences reproductibles ni d'un débat public entre experts.

Un service de renseignement n'est jamais propriétaire de l'information qu'il recueille. Celle-ci doit être transmise intégralement et en brut à l'autorité gouvernementale qui a prescrit les recherches afin d'en préserver la liberté d'interprétation, de décision et de manœuvre. Mais afin d'éclairer cette capacité de manœuvre et d'interprétation dans des domaines souvent spécialisés et complexes, le renseignement doit être accompagné d'une évaluation, d'un commentaire analytique et, éventuellement d'une mise en perspective destinés à en préciser la valeur, la crédibilité ainsi qu'à en éclairer le contexte. Ainsi, si une source habituelle déclare un jour que la Terre est plate, le renseignement sera transmis tel quel à l'autorité compétente mais assorti d'une double cotation chiffrée précisant la valeur attribuée à la source d'une part et à l'information d'autre part ainsi que d'une analyse élaborée précisant l'avis des experts du service sur l'information elle-même. C'est sur cette indispensable exigence de transmission du renseignement en brut que se fondent régulièrement certains esprits ignorants ou mal intentionnés pour affirmer que les services de renseignement transmettent des balivernes. Ce sont bien sûr les mêmes qui hurleraient au scandale si les services de renseignement se contentaient de transmettre uniquement leur propre interprétation de l'information. De fait les problèmes liés à l'analyse dans les services de renseignement ne résident pas dans la procédure de traitement, en général bien encadrée et codifiée, mais, d'une part, dans la place de l'analyse au sein de la chaîne du renseignement qui va du recueil de l'information *in situ* jusqu'à sa diffusion au destinataire et, d'autre part, dans la qualification et l'image de ceux qui en sont chargés.

Le positionnement des structures d'analyse dans la chaîne du renseignement n'est en effet pas indifférent. La solution la plus immédiatement évidente et économique paraît être de placer l'analyse de l'information au plus près de ceux qui la recherchent, c'est-à-dire au sein

² Oleg Penkovski, « *Carnets d'un agent secret* », éditions Tallandier, Paris, 1966

même des subdivisions géographiques ou thématiques du service. C'est une organisation qui a le mérite d'assurer une bonne continuité culturelle et pratique entre la recherche et l'analyse, une excellente adéquation des orientations de recherche en direction des capteurs humains, techniques et opérationnels, un haut niveau qualitatif de l'analyse. Elle a en revanche l'inconvénient de susciter des forteresses « corporatistes », de favoriser une hyper spécialisation aux résultats souvent opaques ou complexes pour l'utilisateur final, d'inciter les capteurs - en particulier les officiers de terrain - à privilégier les orientations qui viennent de leur propre structure d'emploi au détriment des autres. Enfin, par définition étroitement liée aux structures de renseignement humain, elle ne permet que difficilement l'intégration équilibrée du renseignement d'origine technique ou opérationnelle dont les responsables sont alors tentés de développer leurs propres structures d'analyse dans des conditions rarement satisfaisantes au niveau de l'expertise.

Une seconde solution est alors de dissocier structurellement l'analyse de la recherche et de la confier à un service ou une direction entièrement autonome. Ce type d'organisation assure en général une bonne prise en compte et une bonne intégration du renseignement quelles que soient ses sources ou ses origines ainsi qu'une meilleure adéquation entre l'analyse et les besoins des utilisateurs finaux. En revanche, l'absence de perméabilité et de dialogue culturel entre l'exploitation et la recherche conduit souvent les analystes à formuler des orientations irréalistes, insuffisantes ou inadaptées, à ignorer des signaux faibles que seule la proximité intellectuelle avec le terrain permet de percevoir, à ne pas distinguer - faute de connaissance intime des conditions de recueil de l'information - d'éventuels éléments de distorsion cognitive, de désinformation ou d'intoxication. C'est pourquoi certains services plus inventifs et dont les responsables ne sont pas trop sourcilieux sur leur statut et leur image se dotent d'un bureau dit de « l'avocat du diable ». C'est en général une structure réduite et polyvalente qui, sur un sujet donné et prêtant à controverse, reçoit exactement les mêmes informations brutes que la structure chargée normalement de les traiter, mais avec pour mission d'essayer d'y trouver matière à démontrer exactement l'inverse de l'analyse officielle ou, au moins, d'en identifier et lister les failles.

Chacun des deux systèmes a donc ses qualités. Aucun des deux n'est pleinement satisfaisant. Quelle que soit la solution retenue, les pays riches tentent en général de pallier la difficulté en organisant un système d'analyse à plusieurs étages, l'un proche du terrain produisant de l'analyse spécialisée en continu, l'autre à beaucoup plus haut niveau et prenant en compte l'ensemble de la production des services de renseignement ainsi que les sources ouvertes pour en tirer des évaluations de la plus haute qualité possible formatées en fonction des besoins immédiats de l'autorité gouvernementale. Aux États-Unis, c'est le rôle du National Intelligence Council (NIC), composé d'analystes de très haut niveau reconnus aussi bien du monde du renseignement que du monde universitaire, qui produit des « National Estimates », évaluations analytiques sophistiquées portées quotidiennement à la connaissance du Président. En France cela aurait pu ou dû être le rôle du Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN) si son périmètre de compétence et ses attributions n'étaient pas en permanence remis en question pour des raisons de moyens ou de tribalisme gaulois qui conduisent chaque Ministère régalien à vouloir se doter d'une sorte de super service d'analyse aux contours souvent aussi mal définis que les sources et la compétence.

Enfin demeure un peu partout l'impondérable des *ego* qui conduit parfois les décideurs, par aveuglement ou par arrogance, à nier la réalité et à refuser l'analyse du renseignement, voire le renseignement lui-même. C'est ainsi que Staline a refusé de donner crédit aux renseignements recueillis par Richard Sorge lui annonçant l'imminence de l'opération Barbarossa, que Roosevelt s'est interdit jusqu'à l'ultime limite d'envisager l'attaque de Pearl Harbour, que Golda Meir n'a pas voulu voir les préparatifs de la guerre du Kippour, qu'Alexandre de Marenches répugnait à transmettre les informations relatives à l'imminente chute de son ami le Shah d'Iran et que, excédé par les indices d'alerte envoyés quotidiennement de Belgrade en 1990 par les services de renseignement qui contredisaient ses convictions, un haut diplomate français a cru subtil de

conclure une dépêche d'actualité par cette phrase définitive : « Et si la Yougoslavie éclate un jour, ce sera de rire »...

« Ils se tassèrent en grommelant pour me faire de la place, déposèrent à ma droite une ramette de papier vierge et à ma gauche plusieurs piles de documents divers restés en souffrance, télégrammes des missions à l'étranger, interceptions radio-électriques, procès verbaux d'écoutes, coupures de presse, et ils m'invitèrent à faire au plus vite ma part de travail d'analyse et de synthèse quotidien, dont le produit se devait d'être intelligent sans toutefois dépasser une page et demie, quantité maximale absorbable par les décideurs politiques qui n'avaient quand même pas que ça à faire. »³. Quelle que soit sa place dans la chaîne du renseignement et son niveau de qualité, l'analyse n'est jamais considérée comme le cœur de métier au sein des services spéciaux. En effet, si l'on fait abstraction des procédures de confidentialité, voire de secret, et souvent du caractère d'urgence qui l'entourent, l'analyse du renseignement ne se différencie pas dans sa méthode ou dans ses démarches de l'analyse de l'information en général. C'est, comme disent les anglophones, un travail de *back office* tout à fait similaire à celui que font les diplomates, les chercheurs universitaires, les spécialistes des cabinets de conseil ou les journalistes d'investigation. Pour l'officier de renseignement, la partie originale et considérée comme « noble » de son métier réside dans ce qui en fait la spécificité et l'originalité, c'est-à-dire la recherche et le recueil du renseignement sur le terrain, que ce soit par sources humaines, techniques ou opérationnelles.

Cela n'empêche pas qu'excepté les individus recrutés pour leurs aptitudes particulières au recueil technique ou opérationnel de l'information, la plupart des impétrants à un service de renseignement passent d'abord par la case analyse. Si les grandes lignes de l'analyse politique, économique ou stratégique peuvent s'apprendre sur les bancs des universités, elles sont souvent généralistes et doivent être affinées et complétées par une familiarité plus approfondie avec des espaces géographiques et culturels plus restreints. Et surtout un certain nombre de domaines spécifiques des services de renseignement se rapportant à la sécurité comme le terrorisme, la criminalité organisée, les trafics, l'espionnage, l'ingérence, la subversion ou la prolifération des armes de destruction massive ne sont que très peu objets d'enseignement et d'études dans le domaine public. Quelques années d'analyse préparent donc les candidats espions à se familiariser avec leur domaine de recherche, à distinguer le souhaitable du faisable, à bien appréhender les priorités des destinataires, à cultiver leurs aptitudes à la synthèse, à s'imprégner des schémas culturels qui doivent leur permettre d'évoluer ensuite fructueusement et sans trop de casse sur ce « terrain » auquel chaque officier de renseignement motivé aspire à accéder un jour comme tout jeune Saint-Cyrien aspire aux étoiles.

Ce cursus est rationnel mais cumule les handicaps pour l'analyse. Outre qu'elle n'est pas considérée comme le cœur du métier, elle apparaît à beaucoup comme une sorte de rite initiatique, de passage obligé, de bizutage imposé à des « bleus » et le jeune analyste, si brillant soit-il, a souvent du mal à faire valoir son point de vue dans un milieu où il ne dispose ni de l'ancienneté ni de l'autorité suffisantes pour s'imposer. L'épreuve est d'autant plus pénible qu'à ce manque de reconnaissance interne se mêle, particulièrement en France, un mépris ironique voire une méfiance hostile à l'égard du monde du renseignement. Au Directeur Général du SDECE venu prendre ses directives, le Président Georges Pompidou avait témoigné son mépris en termes cinglants : « *N'importe quel banquier en sait plus sur les affaires du monde que votre ramassis d'adjudants chefs, fussent-ils panachés de ratés de l'Université* »⁴... Les employés et petits épargnants des innombrables banques dont les milliards se sont évaporés dans les sables de spéculations hasardeuses apprécieront. Les contribuables requis de combler les trous aussi. Mais que les aspirants au renseignement ne se formalisent pas trop de ce genre de propos. Ils en entendront sans doute de bien pires tant ce métier génère de fantasmes et sans doute de jalousies. Autant les ignorer. Il ne faut jamais engager de combat d'esprit avec des gens désarmés.

³ Alain Chouet in « *La sagesse de l'espion* », Éditions L'Œil Neuf, Paris, 10/2010

⁴ Cité par Constantin Melnik in « *De Gaulle, les services secrets et l'Algérie* », Éditions Nouveau Monde, Paris, 2010

Et surtout, si négative soit l'image qui leur est renvoyée, qu'ils soient bien persuadés qu'il n'y a pas de renseignement valable sans analyse. Ce qui est valable pour les officiers de renseignement l'est tout autant pour les chercheurs universitaires, les spécialistes des cabinets de conseil ou les journalistes. Quelle que soit la qualité d'une information secrète ou publique, elle ne prend son sens et n'est utilisable que si elle est remise dans son contexte, mise en perspective, éclairée par une expertise solide et argumentée sur une connaissance approfondie. Voir ne suffit pas, d'autant que les illusions d'optique ne manquent pas. Il faut comprendre. Et dans l'univers du renseignement plus que dans tout autre domaine de l'information, c'est au travers de l'analyse que le minerai brut de la connaissance peut se transformer en outil de travail fonctionnel de la compréhension. Au-delà des qualités personnelles de chacun, encore faut-il en maîtriser les techniques dont certaines relèvent du simple bon sens mais beaucoup d'autres d'un long et patient apprentissage.

Alain Chouet
Ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE
Juillet 2014